(1)

(N^o 25.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1865.

Fixation de la liste civile pour la durée du règne de S. M. LÉOPOLD II.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

J'ai l'honneur de soumettre à la Chambre un projet de loi fixant le montant de la liste civile pour la durée du règne de LÉOPOLD II.

Il importe de vous rappeler, Messieurs, que les habitations royales étaient meublées, lorsque, en 1831, elles furent mises à la disposition de la liste civile.

On comprend qu'après un règne de plus de 34 ans, ces habitations exigent d'importantes restaurations, qui entraîneront des modifications dans l'ameublement.

C'est pour satisfaire à cette dépense, que l'on doit considérer comme de premier établissement, qu'un crédit extraordinaire vous est demandé.

Le Ministre des Finances,

FRÈRE-ORBAN.

PROJET DE LOI.**LÉOPOLD II,****ROI DES BELGES,***À tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présentera à la Chambre des Représentants, le projet de loi dont la teneur suit :

Vu l'article 77 de la Constitution ainsi conçu :

« La loi fixe la liste civile pour la durée de chaque règne. »

ART. 1^{er}.

La liste civile est fixée à trois millions trois cent mille francs (3,300,000 francs), pour la durée du règne de Sa Majesté LÉOPOLD II.

ART. 2.

Les habitations royales sont mises à la disposition du Roi, à charge par la liste civile de pourvoir à leur entretien et à leur ameublement.

ART. 3.

Un crédit extraordinaire de sept cent mille francs (700,000 francs) est mis à la disposition de la liste civile pour restaurations intérieures des habitations royales et pour ameublement.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1865.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

FRÈRE-ORBAN.